

Out Now !

Lettre d'information contre la guerre infinie

Éditée par les collectifs contre la guerre des différentes villes de Suisse – ed. resp. P. Gilardi

Dehors, tout de suite !

Le 20 mars 2003, les gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne lançaient leurs armées contre l'Irak. Officiellement, cette guerre menée contre une population de 18 millions d'habitants dont la moitié a moins de vingt ans, visait trois objectifs : anéantir les armes de destruction de masse qu'aurait fabriquées l'Irak, combattre le terrorisme et instaurer la démocratie.

Dix mois plus tard, aucune arme de destruction de masse n'a été mise à jour. Par contre, ce sont des masses de décombres de maisons éventrées, d'installations sanitaires ou industrielles détruites qui dessinent les paysages des villes irakiennes. Ce sont des milliers de kilos de substances toxiques, pour la population et pour l'environnement, qui ont été répandus.

Dix mois plus tard, le terrorisme n'est pas à genou, bien au contraire ! L'arrogance de l'occupation le stimule : les attentats sont devenus quotidiens et leurs victimes ne sont pas ceux qui ont ordonné la guerre mais de jeunes chômeurs transformés en soldats, des civils, des femmes et des enfants. L'agression contre le peuple irakien, l'occupation militaire du pays, finissent par auréoler de légitimité le terrorisme intégriste.

Dix mois plus tard, malgré l'humiliante capture de Saddam Hussein, la démocratie n'est pas établie en Irak. Transformé en protectorat étasunien, le pays est placé sous la férule d'une occupation militaire qui applique jusque dans le détail les méthodes d'occupation expérimentées en Palestine par l'armée israé-

lienne. Les principales richesses du pays, le pétrole notamment, sont gracieusement remises aux mains des compagnies nord-américaines.

Il y a dix mois, le 15 février et le 22 mars, de tous les continents, des hommes et des femmes, se sont levés par millions pour dire non à la guerre. Elle a néanmoins eu lieu. Aujourd'hui, avec la complicité du Conseil de sécurité de l'ONU qui l'a légalisée, elle continue sous la forme d'une guerre d'occupation.

Dès lors, tout doit être fait pour mettre y un terme. La normalisation rapide d'un protectorat en Irak ne serait que le prélude à d'autres guerres, contre l'Iran ou la Syrie par exemple.

C'est au peuple irakien de décider de son avenir et non pas à ceux qui veulent lui imposer l'ordre des multinationales du pétrole.

C'est pourquoi, des Etats-Unis à l'Asie, en passant par l'Europe, les mouvements contre la guerre et l'occupation ont décidé d'appeler les populations à descendre dans les rues des capitales du monde le 20 mars.

Il faut descendre dans la rue pour dire non à l'occupation de l'Irak, pour exiger le départ immédiat des troupes étrangères, qu'elles soient étasuniennes, britanniques, espagnoles, polonaises ou italiennes, parce que, les richesses et l'avenir de l'Irak appartiennent aux Irakiennes et aux Irakiens, pas à ceux qui veulent s'appropriier le monde, fût-ce au prix d'une guerre infinie !

Un an après, samedi 20 mars 2004

***Manifestation nationale
contre l'occupation de l'Irak***

13 h 30 Berne

Une guerre de civilisation...

L'organisation non gouvernementale britannique Medact a publié en novembre 2003 un rapport évaluant les véritables effets de la guerre en Irak sur l'environnement et la santé mentale et physique des civils et des combattants.

De l'aveu des auteurs, cette tâche complexe a été rendue plus ardue par un manque de données valables et fiables. Beaucoup d'informations ne sont pas disponibles, parce que pas récoltées et/ou pas publiées. Les forces occupantes ont refusé de fournir des informations complètes. La situation sécuritaire délétère a causé le départ de la plupart des employés de l'ONU et des ONG. Tous ces faits ont causé un manque flagrant d'informations. Voici quelques faits extraits de ce rapport.

Les armes de la guerre

D'un côté comme de l'autre, les belligérants ont utilisé des armes ayant des effets indiscriminés, c.-à-d. qui touchent les militaires comme des civils : les armes à fragmentation, les mines et les armes à uranium appauvri ne sont pas seulement une source probable de pertes civiles pendant les opérations de combat, mais elles restent aussi un risque sanitaire potentiel pour les populations locales des années après le conflit.

Comme les Conventions de Genève interdisent les attaques indiscriminées, surtout dans des agglomérations, on peut considérer l'utilisation de ces armes comme légalement douteuse.

Du côté des forces de la Coalition :

- Les obus à fragmentation contiennent des sous-munitions appelées « bombelettes », qui sont larguées en l'air et se répartissent sur une grande surface. Lorsque les bombelettes explosent, des fragments pénètrent dans le corps et provoquent des hémorragies internes mortelles. Ces bombelettes sont censés exploser lors de l'impact, mais beaucoup n'explorent pas sur le coup et deviennent effectivement des mines. Certains types d'armes ont un taux de ratés de 16 %. Selon l'Unicef, plus de 1000 enfants ont été blessés depuis la fin des combats, essentiellement par ces bombelettes, qui sont colorées ou rutilantes et particulièrement attirantes pour des enfants.
- Les armes à uranium appauvri, utilisées contre les chars et pour percer les bunkers, sont souvent mises en cause dans l'augmentation des cancers et des malformations néonatales. Leurs effets n'ont pas encore fait l'objet d'une étude scientifique globale. Les autorités US ont déclaré qu'elles n'avaient aucunement l'intention de nettoyer les résidus toxiques de ces armes. Des experts estiment que 1100 à 2200 tonnes d'uranium appauvri ont été utilisées durant le conflit, contre 350 tonnes en 1991.
- Officiellement, 30 bidons de bombes au napalm ont été utilisés par des forces US.
- Les résidus explosifs de guerre (REGs) sont des munitions actives qui restent sur le terrain après conflit. On estime de 2 à 3000 REG du côté britannique, uniquement en bombes à fragmentation. Aucune évaluation n'est disponible du côté US.

Du côté irakien, un nombre indéterminé de mines ont été stockées et posées à travers le pays. Elles continuent à présenter un danger important. Des munitions ont été abandonnées en grande quantité sur place par des soldats en fuite. Par contre, aucune trace d'armes de destruction massive...

Pertes humaines, blessés, et atteintes à la santé publique

Le nombre de civils tués du début de la guerre au 20 octobre est estimé par des sources indépendantes (Iraq Body Count) entre 7757 et 9565. Actuellement, sous l'occupation, 15 à 25 civils sont quotidiennement tués par balle dans la seule ville de Bagdad. Des ONGs ont évalué à 20000 le nombre de blessés jusqu'en juillet, en ne se basant que sur les articles parus dans les médias.

Le nombre des morts militaires irakiens est estimé entre 13500 et 45000 et le nombre de blessés entre 40500 et 135000. Quoi qu'il en soit, contrairement aux combattants de la coalition, très peu de combattants irakiens ont accès aux soins sociaux ou sanitaires ni aux services de réhabilitation à long terme.

Le nombre officiel des pertes militaires américaines, britanniques et autres coalisés pendant la phase de « combat majeur » se monte à 172. La phase d'après-guerre compte plus de trois cents morts au combat jusqu'au 31 décembre, bien que le vrai chiffre soit beaucoup plus important, à cause des accidents, suicides et maladies. Le nombre officiel de blessés est de 1927 entre le 20 mars et le 20 octobre, mais on évalue à plus de 6,000 le nombre de soldats US évacués pendant cette même période pour cause de maladies physiques ou psychiques.

Fragilisation sanitaire

L'état sanitaire était déjà très précarisé par l'effet cumulé de la guerre de 1990-1991, la vie sous Saddam Hussein, les conditions de pauvreté et de sous-développement, ainsi que par les sanctions imposées par l'ONU. Il s'est encore détérioré suite à la guerre, avec l'effondrement des services de base, la violence et le manque de sécurité ambiant.

L'opération « choc et terreur » a provoqué sans aucun doute des angoisses parmi la population, tout comme chez les combattants. Cette situation va certainement augmenter les pathologies mentales et émotionnelles. Une morbidité accrue est à craindre à long terme, avec l'augmentation du taux de suicides, de l'abus de drogues, de l'alcoolisme, de la violence sociale et domestique. De telles conditions ne facilitent pas l'émergence d'une nouvelle société.

À part les effets directs et visibles (morts et blessés), les auteurs de ce rapport mentionnent d'autres aspects où la pleine mesure des effets de la guerre se fait sentir. Le manque d'accès à l'eau potable et les carences alimentaires augmentent la mortalité infantile.

On constate une augmentation massive des maladies transmises par l'eau, comme la gastro-entérite, le typhus et le choléra. Selon l'Unicef, la malnutrition a doublé

... très barbare

après la guerre pour atteindre 8 %, tandis que 7 enfants sur 10 souffrent de diarrhée. Les dangers principaux restent les maladies contagieuses, les déficiences alimentaires, les accouchements sans assistance médicale (48 % à la maison) et les maladies physiques et mentales chroniques.

Si l'on n'agit pas sur ces facteurs ainsi que sur la sécurité et la stabilité, on risque des dizaines de milliers de morts supplémentaires dans les années à venir.

Un pays en ruine

La dégradation du réseau électrique résultant de la guerre, y compris la mise à sac des installations, avec des coupures de courant fréquentes, conduit aux pannes de pompage. L'évacuation des eaux usées et la circulation d'eau potable sont ainsi paralysées et les risques de contamination augmentent.

Les restrictions de l'approvisionnement électrique signifient aussi l'interruption de la chaîne de froid dans le stockage des vaccins et d'autres produits pharmaceutiques. Ainsi, selon l'Unicef, 210 000 nourrissons sont privés de vaccins. Le manque de climatisation et des risques accru d'accidents rendent encore plus difficiles le fonctionnement des hôpitaux et cliniques.

Ces problèmes de réseau électrique ont également gêné les opérations raffinage, avec à la clé des pénuries de carburant pour des véhicules commerciaux et privés. On redoute aussi les effets d'un hiver froid.

Des experts estiment à 10 milliards de dollars et jusqu'à 3 ans de travaux le coût d'une restauration du réseau électrique du pays.

Les bombardements et combats au sol ont détruit ou endommagés un grand nombre de bâtiments dans les zones urbaines. Privés de maison, entassés avec famille ou voisins dans des conditions de vie difficiles et instables, les gens risquent des conséquences physiques et psychiques graves.

Le système de santé publique, jadis considéré comme un des meilleurs du Moyen Orient, et fournissant des soins à tout irakien sans distinctions de revenu, avait déjà durement souffert des sanctions. Pendant les combats, 7 % des hôpitaux ont été endommagés, 12 % mis à sac.

Selon la Banque Mondiale, 55 milliards de dollars seront nécessaires sur 4 années pour restaurer l'ensemble des services publics, dont 1,6 milliard pour la santé, 6,8 milliards pour l'eau et 12 milliards pour l'électricité.

Environnement naturel

Des bombardements lourds et des mouvements des quantités importants de véhicules et de troupes ont mis sous stress des écosystèmes naturels et agricoles. Des grandes quantités de débris militaires, y compris des munitions non-explosées ont souillé les terres. Des troupes US ont détruit délibérément des cultures d'oranges, citronniers et dattiers.

La fumée des puits de pétrole incendiés et des tranchées en feu a causé la pollution de l'air et la contamination des sols.

Pendant la mise à sac de la centrale nucléaire de Tuwaitha, des gens ont renversé de l'uranium par terre, pour s'approprier des containers, exposant leurs localités à des taux élevés de radioactivité. Les forces occupantes ont refusé l'accès à l'Agence International de l'Énergie Atomique. Néanmoins, un inventaire limité à estimé que 10 kg d'uranium ont pu être dispersés.

Une société en ruines

Moins tangibles mais tout aussi importants sont les dégâts subis par le tissu social. Violence, pauvreté, chômage et relations famille/communauté ont toutes leur influence sur la santé et sur le développement individuel et communautaire.

Depuis la guerre, braquages, cambriolages, rapt et violence sont devenus monnaie courante. La chute du régime et la mise à pied des quatre couches supérieures de l'administration ont créé un vide de pouvoir. Les nouveaux hauts fonctionnaires manquent d'expérience notamment en matière de gestion, planification et de politique générale.

Un chômage massif (60 %) renforce le cycle privations – manque d'emploi – pauvreté – mauvaise santé. Alors que pour ceux qui ont un emploi, les risques d'accidents augmentent, les occupations à risque telles les métiers du sexe et la contrebande ont explosé, tandis que l'assistance sociale a diminué.

La déchirure du tissu social a eu aussi comme effet la diminution des taux de présence à l'école, qui tombe à 65 % après la guerre, avec des taux encore inférieurs pour des filles. Beaucoup des parents gardent leurs enfants à la maison par crainte du manque de sécurité. Ce phénomène est inquiétant pour l'avenir de toute la société.

Les incidences de troubles comportementaux et émotionnels risquent fortement d'être élevés parmi les enfants et les adolescents, en interaction avec des problématiques sociales plus larges comme la perte de repères, la violence et les échecs scolaires. La malnutrition et l'état de carence sanitaire générale risquent de freiner massivement l'accès aux connaissances.

L'augmentation de l'insécurité est inquiétante. La crise de l'ordre public menace les gens vulnérables, avec une augmentation des cas déclarés de viols et de rapt de femmes et enfants. Cette insécurité se combine avec le renforcement du conservatisme religieux et a un impact particulièrement négatif sur les femmes. Veuves du fait des guerres, expulsées de leurs lieux de travail, mises au chômage, les femmes voient leur situation empirer. Ce sont là des facteurs qui peuvent provoquer une détérioration de leur état de santé et une augmentation de la mortalité infantile et de la morbidité en général.

De plus une autre menace se profile à l'horizon : l'effondrement du système de santé publique est remplacé par un système privé de soins payants selon le modèle en vigueur aux États-Unis.

Et en Afghanistan ?

Établir les droits humains et la démocratie, telles étaient les promesses faites pour justifier une intervention militaire en Afghanistan.

Plus de deux années ont passé depuis que les forces armées américaines et leurs alliés ont attaqué l'Afghanistan sous l'étendard de la « défense des droits humains », punissant leurs serviteurs d'hier et renversant leur régime médiéval. Mais nous ne pouvons encore percevoir aucun signe de stabilité, de paix et de sécurité dans ce pays. En fait, après la démolition du régime des Talibans, leurs frères jumeaux ont été installés au pouvoir pour la deuxième fois ; et ces derniers se comportent d'une manière toute aussi sanglante et haineuse en violant les droits humains et particulièrement ceux des femmes, approfondissant les différences religieuses et ethniques, pillant, violant, et maltraitant le peuple afghan.

Ces chefs de guerre remis au pouvoir par les troupes d'occupation relancent par ailleurs massivement la culture du pavot, de ce pavot qui sert à fabriquer l'héroïne qui inonde les marchés européens et nord-américains.

Aujourd'hui, il est non seulement clair pour le peuple afghan, mais aussi pour la grande majorité de la population mondiale que malgré la présence de la force de maintien de la « paix » (ISAF) sous contrôle de l'OTAN, l'Afghanistan demeure un des centres de violation des droits humains. Le Conseil de sécurité de l'ONU vient par

ailleurs d'étendre le mandat de l'ISAF à l'ensemble du pays, malgré l'échec démontré de cette solution.

La Loya Jirga, l'assemblée des chefs de tribu, n'est qu'un rassemblement des chefs de guerre venus de tout le pays. Cette assemblée légitime, de fait, le système féodal et le pouvoir des chefs de guerre et les encourage à poursuivre leurs violences à l'égard de la population. Quand Malalai Joya, une femme de la province de Farah, se lève pour dire que les chefs de guerre qui ont détruit le pays pendant quatre années au cours des années quatre-vingt devraient être jugés pour leurs actes, Abdurah Rasoul Savyaf, un de ces chefs de guerre, demande et obtient son expulsion de la dite assemblée.

Dans toutes les provinces, les disputes incessantes entre ces chefs de guerre entraînent de nombreux morts et blessés, une migration interne accrue et une précarisation sans précédent de la population. Les violences à l'égard des femmes sont les indicateurs de la situation qui prévaut en Afghanistan. On ne compte plus les viols, les mariages forcés – certains sous la menace d'armes à feu, l'augmentation sans précédent du nombre de suicide chez les femmes, les menaces faites aux familles qui envoient leurs filles à l'école, la mise à feu ininterrompue des écoles pour les filles, l'interdiction des chants avec des voix de femmes à la télévision et à la radio, le nombre sans cesse croissant de femmes et de veuves qui

n'ont d'autres options que la mendicité, la prostitution, etc.

De plus les meurtres, les arrestations et les tortures perpétrés pour des motifs ethniques, religieux ou claniques par les mal-nommées « forces de sécurité » augmentent tous les jours. Les chefs de guerre rackettent les commerçants, perçoivent illégalement des taxes, gaspillent et volent les richesses afghanes. Alors que le processus de reconstruction avance de manière honteusement lente, les ministères et autres départements du gouvernement perçoivent la quasi-totalité de l'aide internationale.

Loin de répondre aux promesses, ce constat montre que les divers pouvoirs en Afghanistan, locaux ou internationaux, aggravent les conditions de vie de la population. Les chefs de guerre profitent largement de l'action des militaires et des organismes internationaux. Pire, ils s'en servent pour accentuer leur répression sur la population. Il apparaît donc toujours aussi nécessaire de montrer notre solidarité avec les peuples opprimés.

Pour contacter les comités contre la guerre de Suisse romande :

Genève :
Coalition contre la guerre,
p.a. GSSA : gssa@gsoa.ch

Vaud :
c-berna@bluewin.ch

Fribourg :
antiguerrrefribourg@bluemail.ch

Un an après, samedi 20 mars 2004

***Manifestation nationale
contre l'occupation de l'Irak***

13 h 30 Berne